
Enseignement de l'histoire et conscience nationale

Hassan Remaoun

Quels sont la place et le rôle de l'enseignement de l'histoire, en particulier celle de la guerre de libération nationale, dans la formation de la mémoire de la nation algérienne? On sait qu'en Algérie, un enseignement d'histoire est dispensé de la cinquième à la neuvième année fondamentale (de 11 à 15 ans), et au lycée, de la première à la troisième année secondaire (de 16 à 18 ans). Il existe un seul manuel d'enseignement par année et ils sont tous édités par l'Institut pédagogique national.

Dans le monde moderne, l'enseignement de l'histoire ne sert cependant pas seulement à la sérénité identitaire et à l'instruction patriotique. Il a d'autres fonctions. Il doit avec d'autres enseignements (scientifiques, littéraires, philosophiques..) aider à l'émergence d'une conscience civique et d'une pensée critique.

Le civisme en effet ne se cultive nullement à travers le culte de soi et le chauvinisme communautaire ethnique ou national.

Il suppose une dimension universaliste, c'est-à-dire un effort de connaissance du monde qui nous entoure susceptible d'aider à appréhender les valeurs humanitaires et civilisationnelles de l'autre, fut-il un adversaire.

C'est le prix à payer pour combattre l'intolérance et les tendances au monolithisme de la pensée et à l'apologie dans lesquelles peut fourvoyer "le tout" identitaire, et qui parce qu'elles passent "à côté" de la complexité du monde où nous vivons, peuvent provoquer de graves déséquilibres dans l'évolution d'une société. L'élément le plus précieux pouvant servir à la formation de citoyens dans quelque pays que ce soit est sans doute l'acquisition d'une pensée critique, celle-là même qui a conditionné l'émergence du raisonnement scientifique. Comme les

autres disciplines sociales, l'histoire a, depuis le siècle dernier, fait de gros progrès dans la voie de la scientificité, et ce en affirmant des méthodes et concepts et en élaborant des problématiques qui relèvent de moins en moins de l'approche idéologique, au sens étroit du terme. La recherche de précision et l'objectivité à travers un traitement critique des archives et témoignages (d'où qu'ils proviennent..), alternées avec la comparaison lorsque c'est possible, lourdes ou relatives dans la détermination des faits, caractérisent de nos jours le professionnalisme en histoire.

Ces données incontournables deviennent incompatibles avec un enseignement caractérisé par le refus de la reconnaissance de l'universalité du monde où nous vivons, sa diversité aussi, et par le manichéisme et l'enfermement dans une pensée scolastique, lesquels sont porteurs de censure, d'amnésie et de manipulation de la mémoire aux conséquences dramatiques pour les jeunes générations.

L'histoire ne constitue certes pas une science exacte. Elle est comme "un miroir magique" où chaque génération recherche sa propre image¹, et c'est pourquoi elle peut constituer et à plus d'un titre "une science dangereuse" comme l'a exprimé Paul Valéry. Les seuls gardes-fous face au dérapage toujours possible de l'image consistent justement en une combinaison de civisme (au sens large du terme), de pensée critique, et à partir d'un certain niveau, de méthodologie et de professionnalisme.

Agir d'une autre façon, c'est finir par entraver toute possibilité d'acquisition du sens à donner à l'événement historique avec ce qu'il peut contenir comme éléments de continuité et de rupture. On ne peut qu'aboutir, ici, à la substitution du mythe à l'histoire, et c'est ce qui s'est souvent passé dans le cas de l'Algérie coloniale comme dans celle de l'indépendance.

Une approche mythique

L'enseignement de la guerre d'Algérie continue, longtemps après l'indépendance du pays, à subir l'effet d'une série de mythes, tels ceux que répertoriait Mohamed Harbi lorsqu'il s'interrogeait sur les origines de l'insurrection du 1er novembre. Il signalait trois mythes: un mythe de l'existence en Algérie "d'un peuple homogène", le mythe d'une révolution "faite par la paysannerie", et enfin le mythe de la "table rase", c'est-à-dire de la négation de tout ce qui avant 1954 avait constitué l'apport du mouvement national.²

On sait l'impact de ce triple mythe sur les générations d'après l'indépendance et dont la socialisation a subi les effets du discours officiel largement relayé par le système scolaire. Le peu de place réservé à l'histoire économique, sociale, politique, et culturelle de la période

coloniale ne permet en aucune manière de saisir la profondeur des transformations de la société algérienne dans le sens d'une grande complexification et différenciation sociale.

Le processus d'éclatement de la société rurale traditionnelle dès le XIXe siècle, et ce sous l'impact de la pénétration du capital colonial, le poids des villes avec l'émergence du tissu associatif, des syndicats et partis politiques, qui allaient être constitutifs du mouvement national, et ce dès les débuts du XXe siècle, et encore plus depuis la crise mondiale de 1929, les mouvements sociaux et démographiques qui allaient précipiter la crise du système colonial déjà ébranlé à l'échelle mondiale par une contestation généralisée, l'impact de la bipolarisation Est-Ouest, et l'émergence de nouvelles formes de domination et d'intégration mondiale, ainsi que bien d'autres questions sont pratiquement passées sous silence.

Ne sont par contre valorisés que les mouvements insurrectionnels en Algérie, plus ou moins unanimistes et à forte dose de martyre (deux du XIXe siècle et du 8 mai 1945 notamment), alors que paradoxalement une histoire politique et culturelle est présentée pour le seul Moyen-Orient (même si elle est particulièrement marquée par les thèses du panarabisme)

L'approche mythique va d'ailleurs gangrener y compris la vision de la période de guerre elle-même.

C'est ainsi que malgré les efforts opérés dans le manuel de terminale pour insérer la guerre de libération dans le processus des mouvements sociaux et nationaux qui caractérisent le XXe siècle, est pratiquement passée sous silence toute la solidarité internationale dont a bénéficié le FLN dans sa lutte, et notamment en France même où des forces sociales et politiques ainsi que de nombreux intellectuels et personnalités avaient nettement dénoncé la guerre coloniale, pris position pour l'indépendance et se sont parfois directement engagés dans la lutte avec les Algériens, comme ce fut le cas pour "les porteurs de valises". Il y a même un silence gêné concernant les "pieds noirs", certes très minoritaires, mais qui ont parfois payé de leur vie leur adhésion à la cause nationaliste. On peut d'ailleurs aller plus loin encore dans l'exclusion puisqu'un journal comme "Alger Républicain", est dans le manuel du 5ème AF, présenté comme "un journal français". Cette assertion avancée sans autre forme de procès a sans doute marqué la scolarité de ce journaliste du quotidien du soir "El Massa" qui avec l'éclosion de la presse indépendante dans l'Algérie d'après octobre 1988, s'étonnait de voir reparaître ce même "Alger Républicain" et disant craindre qu'on autorisât aussi la republication de la "dépêche d'Algérie", organe proche de la grosse colonisation...

En fait on en arrive à un autre registre puisqu'il s'agit ici de tout le silence opéré autour du rôle des communistes durant la guerre, comme autour du courant libéral représenté par des personnalités comme Ferhat

Abbas. Par ailleurs, si les manuels (et celui de 5ème AF notamment destiné à des enfants de dix ans), abondent d'illustrations iconographiques très dures à regarder et montrant la violence coloniale, rien n'est dit sur la violence menée par des Algériens contre d'autres Algériens.

Ce fut on le sait, le cas à l'intérieur même du FLN avec des éliminations dont les plus connues sont celles de Abbane Ramdane (en décembre 1956), et l'opération "Bleuite" menée en Kabylie en 1958 contre de jeunes maquisards sortis des écoles. Il n'est de même pas dit mot sur la véritable "guerre dans la guerre"³ qui opposa FLN et MNA et fut à l'origine de véritables massacres, comme celui d'environ 300 habitants du village de Mélouza (en juin 1957).

C'est une histoire apologétique qui est présentée aux élèves des écoles et les seuls héros sont le peuple abstrait et dont la seule émanation autorisée est le Parti-Etat, et les morts dont on honorera le martyr, mais après leur avoir forgé une biographie officielle.

Cette façon d'enseigner l'histoire a contribué aux résultats catastrophiques que l'on connaît maintenant avec leur part d'amnésie et de culte de la violence, lesquels ne sont certainement pas étrangers au déficit en potentiel de légitimation subi ces dernières années par l'Etat Nation Algérie.

La question de la légitimation de l'Etat-nation

La référence à l'histoire pour expliquer et justifier l'existence de l'Etat, est une pratique ancienne de par le monde, et les nations modernes ont tendance à puiser massivement dans la discipline pour se constituer des mythes fondateurs. En Algérie, l'Etat indépendant a cherché à fonder sa légitimité nationale dans l'idéologie des "constantes" (ou thawabit) qui au nombre de trois étaient censées avoir structuré l'essentiel de la configuration actuelle de l'ensemble Algérie. Investie dans le système d'enseignement, cette manière de procéder a paradoxalement abouti chez une multitude de jeunes à un affaiblissement de la conscience nationale.

Les trois constantes que constituent le nationalisme, l'arabité et l'islam, au lieu d'être fondues en un ensemble unique servant l'algérianité, ont été instrumentalisés par des courants idéologico-politiques dont la caractéristique commune était de postuler au partage du pouvoir d'Etat, en attendant le moment favorable pour rompre l'équilibre, chacun en faveur de sa propre hégémonie.

L'arabité détournée par le panarabisme et l'islam perverti par l'islamique ne pouvaient que développer au sein de la conscience de la population scolaire, un affaiblissement du paradigme Algérie, et ce au profit de projets de structurations politiques excentrés par rapport au

pays.

Au vu de la doctrine de chacun des deux courants, l'Algérie ne pouvait en effet constituer qu'une province marginale d'un ensemble centré ailleurs et cela que ce soit dans le cadre d'un Etat panarabe, ou de la résurgence du khalifat islamique.

Le nationalisme qui pouvait permettre de recentrer les consciences sur le paradigme Algérie, a été quant à lui trop manipulé aussi, au point d'apparaître non comme idéologie de l'Etat-nation, mais comme faire-valoir pour des régimes qui allaient être ternis par le discrédit politique. "Les valeurs" de novembre 1954 étaient censées nourrir la vitalité du nationalisme, mais leur instrumentalisation qui passait par la manipulation de l'histoire du mouvement national et de la guerre de libération, ainsi que l'occultation des autres périodes historiques voire leur abandon à l'usage exclusif des intérêts du panarabisme et de l'islamisme, vont jouer chez les jeunes en faveur d'un affaiblissement du sentiment d'algérianité. On sait par ailleurs que la marge de manœuvre dont disposait l'Etat national grâce à la rente pétrolière et sa redistribution allait s'estomper suite à l'effondrement, ces dernières années, des cours des hydrocarbures, le tout étant aggravé par les transformations mondiales liées à la fin de la bipolarisation Est-Ouest, et de l'affaiblissement du référent socialiste.

La crise du populisme algérianisant et celle des régimes "panarabistes" du Moyen-Orient, allaient en fin de compte faciliter le déploiement de l'utopie religieuse, qui a par ailleurs elle-même su largement profiter de la manne pétrolière (à travers le financement opéré par les Etats du Golfe en faveur des mouvements fondamentalistes).

En fait, une pareille évolution avait été préparée depuis longtemps par une importation et diffusion massive de publications et prêches salafistes et par un enseignement basé sur une conception médiévale de l'histoire humaine, avec sa réduction à un perpétuel affrontement entre "croisades" et "djihad". La surpolitisation, l'apologie du taqlid, et l'abus notamment de la référence au djihad dans un sens particulièrement étroit, et ce au détriment de l'ijtihad, des valeurs spirituelles et civilisationnelles de l'islam et de sa tradition d'ouverture à l'apport des autres civilisations, ont été à l'origine d'un viol de la mémoire et des consciences, au profit des conceptions figées et intégristes.

Le paradigme Algérie a été desservi non seulement par la perversion des "constantes" nationalisme arabité et islam⁴, mais encore par un refoulement de tout ce qui relevait d'autres composantes pourtant essentielles, telles l'amazighité ancestrale ou encore l'impact sur nous des mondes méditerranéen et africain, sans lesquelles la structuration historique de l'Algérie et de tout le Maghreb, serait incompréhensible. D'autres valeurs éducatives acquises de la civilisation universelle, telles l'accès à la rationalité dans l'approche des mouvements sociaux et des rapports de travail, et la culture démocratique, toutes productrices de

civisme ont été marginalisées, sinon exclues de l'école.

Bien au contraire au nom de fausses valeurs "nationales", voire d'un anti-colonialisme légitime en soi, mais dévoyé, on va cultiver le culte de "soi", la xénophobie, l'allergie à la différence et le sexisme.⁵

Par la dévalorisation des luttes politiques et sociales au sein du mouvement national et au sein du déploiement culturel et intellectuel qui avaient pourtant patiemment contribué à préparer la Révolution du 1er novembre 1954, et par la réduction du processus historique à ses formes de violence physique, la glorification de la mort et du martyr en direction d'enfants et d'adolescents⁶ portés par une forte poussée démographique, le discours officiel et l'école ont largement contribué à ce que la paupérisation et la frustration sociale poussent directement au mépris de la vie humaine et au terrorisme. Ce sont tous ces facteurs combinés qui à notre sens se trouvent être à l'origine de la crise de légitimité que traverse actuellement l'Etat-nation Algérie.

Bien entendu, il ne s'agit pas de mettre tout le négatif sur le dos de l'enseignement de l'histoire ou même du fonctionnement global des systèmes éducatifs, et on ne peut rejeter l'idée qu'ils sont produits eux-mêmes par la société "réelle". L'école et les institutions de diffusion idéologique peuvent cependant disposer d'une grande marge d'autonomie et contribuer d'elles-mêmes à façonner la société. Nous pensons que tel a été le cas pour l'Algérie, et il est fort probable que cela puisse continuer dans l'avenir, et si on veut que la société change dans un sens ou un autre, il faudra bien envisager de changer aussi l'école. Mais, question bien complexe, comment et avec quels moyens?

Il ne s'agira pas d'y répondre ici, mais quand on a pris le risque de faire un diagnostic, on ne peut s'en tirer sans se faire encore violence, sans proposer au moins des éléments de solution, fussent-ils supposés connus et bien sûr limités à notre question de départ qui portait sur l'enseignement de l'histoire. Il faudra sans doute changer les programmes d'enseignement, élaborer des manuels plus performants et plus attrayants pour la jeunesse, impulser la recherche en histoire et en didactique, produire et importer des périodiques et livres scientifiques conçus pour l'enfance, les jeunes, les universitaires, et ce en lieu et place des revues de propagande et ouvrages pré-critiques qui demeurent massivement diffusés dans les librairies et les rares bibliothèques existantes.

Ce ne sera pas facile parce que l'histoire a, à la fois, l'avantage et l'inconvénient d'intéresser un très large public, et la différence dans ce domaine entre le témoignage et l'amateurisme d'un côté, voire le pur écrit de propagande, et le travail professionnel et spécialisé de l'autre, donc cette différence n'est pas tout à fait entrée dans les mœurs des pays arabes, et du nôtre en particulier (ce qui n'est pas du tout le cas pour des disciplines comme la physique ou les mathématiques). De même au

XXe siècle l'illustration iconographique attrayante, la carte méthodologiquement élaborée, l'atlas géographique et historique bien faits et l'usage de l'outil cinématographique et audiovisuel sont essentiels pour ce qui relève de la culture de masse et de l'histoire en particulier. Inutile de dire que dans ce domaine tout est à faire chez nous. Il s'agira cependant de procéder aussi, et peut être surtout, au renouvellement du corps enseignant et à des recyclages lorsque c'est possible, mais sans trop se faire d'illusions de ce côté-ci.

Ce corps tel qu'il existe a malheureusement trop longtemps été essentiellement recruté au sein des exclus et des "orientés" du système scolaire, et dans une large mesure, il a été formé et "structuré" pour transmettre, un type de message et d'enseignement et pas un autre. L'effort à opérer dans le domaine de l'enseignement de l'histoire doit être conséquent et viser à dédramatiser le rapport de la nation à son passé et avec le reste du monde, et réconcilier la discipline avec la masse des élèves. Les manifestations de lycéens en 1982 aux cris de "*histoire au feu*", sont encore dans les mémoires..

Il faudra ajouter enfin qu'on ne saurait changer profondément l'enseignement de l'histoire sans toucher à toutes les autres disciplines, et notamment tout ce qui relève de la littérature et des langues, de la philosophie, de la géographie et des sciences sociales, de l'instruction civique et de l'éducation religieuse, des sciences exactes et naturelles, du sport et des matières d'éveil (musique, dessin..)

Bien entendu, il faudra renouveler toutes les méthodes pédagogiques pour notamment réduire les dégâts causés par le "parcœurisme", le psittacisme et l'argument d'autorité, et laisser plus de place à l'éveil de la curiosité, du goût pour la lecture et la réflexion, loin de tout tabou et interdit.

Le mal est profond, il est urgent d'y remédier et le défi en vaut la peine. Encore qu'il faille en accepter le principe...

Hassan Rémaoun est chercheur au Centre de recherches anthropologiques, sociales et culturelles (CRASC) de l'Université d'Oran.

¹ cf. Siegfried Gieddon, *La mécanisation au pouvoir*, Centre Georges Pompidou, Paris 1980.

² Mohamed Harbi, *La guerre commence en Algérie*, Editions Complexe, Bruxelles 1984.

³ Mohamed Harbi, *Le FLN, mirages et réalités (1945 - 1962)*, Editions Jeune Afrique, Paris 1984. Réédition ENAL, Alger 1993.

⁴ Cette perversion des "constantes" peut aussi avoir été favorisée par la polysémie du mot arabe Umma qui peut renvoyer au concept moderne de nation (algérienne par exemple) mais être utilisé aussi pour désigner l'ensemble de la nation

arabe ou encore la totalité de la communauté musulmane. La conception d'une nation algérienne a été pourtant nettement établie dans la tradition du mouvement national algérien (cf. par exemple notre article "Du mouvement national à un Etat indépendant", *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. 18, N° 3, septembre 1990).

⁵ Un sexisme très tenace au sein de l'instance du politique avec le Code de la famille hier, et l'injonction du *Hijab* aujourd'hui.

⁶ Il n'y a qu'à voir l'iconographie des manuels algériens d'histoire qui réservent une large place au martyr et à la violence physique, en particulier celui destiné aux enfants de cinquième.